



# Ville du VAL

Place de la Libération  
83143 LE VAL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20150916-PM-2015-174-AR

2015/174

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2015  
Publication : 22/09/2015

## ARRETE DE POLICE N°2015/174 MESURES DE GARDE DE CHIEN MORDEUR MENTIONNE A L'ARTICLE L. 211-14-1 DU CODE RURAL

NOUS, SAULNIER Bernard, MAIRE DU VAL,

VU la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 modifiant et renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2212-1, L. 2212-2,

VU le Code Rural et notamment ses articles, L. 211-11 et suivants, D211-3-1 et suivants, L223-10 et R. 211-5 et suivants,

VU l'arrêté n°:10-009 du Préfet du Var, en date du 19 février 2010 fixant la liste départementale des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales prévue à l'article L. 211-14-1 du Code Rural,

VU la demande au propriétaire de faire procéder à une nouvelle évaluation comportementale de son chien

Considérant que Monsieur BENISTY Yonathan demeurant 288 chemin Serre de Gayaoude 83143 LE VAL est propriétaire d'un chien de type croisé dogue allemand dénommé DJIPSY, femelle, née le 01/04/2006, identifiée par transpondeur N° 250269800941213

Considérant que le chien précité a mordu, blessé un autre animal et agressé une personne en date du 9 septembre 2011

Considérant que le chien dénommé DJIPSY a été classé en niveau de risque 2/4 en date du 24 septembre 2011 par le docteur MONNERAT Charles à Le Val

Considérant que l'arrêté de police du Maire de Le Val N°2011/159 portant mesures de garde obligatoires de l'animal précité imposait notamment la nécessité de procéder à une nouvelle évaluation comportementale sous trois ans

Considérant le résultat de la nouvelle évaluation comportementale de cet animal en date du 10/08/2015, classant celui-ci en niveau de risque 2/4, mentionnant notamment que le chien ne semble pas présenter à l'heure actuelle un danger notable pour l'homme, et que le danger est limité aux contacts avec d'autres chiens mâles

## A R R E T O N S

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent arrêté de police annule et remplace l'arrêté de police du Maire de Le Val N° 2011/159.

### **ARTICLE 2 : L'ANIMAL CONCERNE et SON PROPRIETAIRE**

Le propriétaire

Nom : **BENISTY** Prénom : **Yonathan**

Adresse ou domiciliation : 288 chemin de serre de Gayaoude à **LE VAL(83143)**

Qualité : **Propriétaire de l'animal ci-après désigné**

Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances : **à fournir**

N° de contrat :



BS

Pour le chien ci-après identifié :

2015/174

Nom : DJIPSY De race ou type CROISE DOGUE ALLEMAND

Identification : 250269800941213 par puce électronique

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20150916-PM-2015-174-AR

Date de naissance : 01/04/2006 Sexe: femelle

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2015

Publication : 22/09/2015

L'évaluation comportementale du chien classant le chien au niveau : 2/4 de risque de dangerosité  
Effectuée le : 10 août 2015 par Dr MONNERAT Charles

### ARTICLE 3 :

Le numéro et la date de délivrance de l'arrêté sont mentionnés dans le passeport communautaire pour animal de compagnie du chien concerné, par le Maire ou son représentant.

### ARTICLE 4 :

La validité de cet arrêté est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- l'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- l'évaluation comportementale du chien considéré : 3 ans.
- le respect des préconisations établies dans cette évaluation par le vétérinaire.

### ARTICLE 5 :

L'arrêté est valable jusqu'au décès de l'animal.

En cas de changement de commune de résidence, l'arrêté doit être présenté à la Mairie du nouveau domicile pour une éventuelle prolongation.

### ARTICLE 6 :

Tout fait de morsure ou de griffure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal. Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du premier alinéa de l'article L.223-10, à une nouvelle évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14.-1 du Code Rural, qui devra obligatoirement être communiquée au Maire de la commune de résidence de l'animal. Si les résultats de cette nouvelle évaluation le justifient, le Maire peut, alors, abroger le permis de détention délivré par cet arrêté.

### ARTICLE 7 : MESURES RESTRICTIVES

- Le chien, dont les résultats de l'évaluation se situent au niveau 2/4, devra être soumis aux mesures de garde suivantes :

► mise en contact avec le public et en présence de personnes vulnérables sous la **SURVEILLANCE ACTIVE DU PROPRIÉTAIRE.**

► en dehors des promenades et sorties, le chien doit être tenu dans un endroit clôturé, ou attaché en conformité avec l'arrêté interministériel du 25 octobre 1982 modifié

► Le chien devra être à nouveau soumis à une évaluation comportementale dans un délai maximum de 3 ans à compter du 10 août 2015, soit avant le 10 août 2018

Dans le cas où le propriétaire ou le détenteur ne présenterait pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire se réserve le droit de prendre au titre de son pouvoir de police générale toutes les mesures efficaces pour prévenir les accidents ou remédier aux événements fâcheux pouvant être occasionnés par des animaux dangereux (notamment capture et dépôt du chien dans un lieu sécurisé, aux frais du propriétaire/détenteur de l'animal).



Le gestionnaire du lieu de dépôt sera autorisé, après avis d'un vétérinaire désigné par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural.

**ARTICLE 8 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée par un agent assermenté, au demandeur.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours commence à courir le jour de la notification de la présente décision au propriétaire ou détenteur de l'animal.

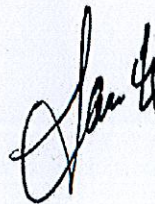
**ARTICLE 10:**

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie du Val, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Brignoles, Monsieur le Chef du service de la police municipale de Le Val, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet du Var et affiché.

Fait à LE VAL, Le 16 septembre 2015,

Le Maire,

Bernard SAULNIER



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20150916-PM-2015-174-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2015

Publication : 22/09/2015